

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 98.476 du 23 août 2001

A. 79.607/VI-14.678.

En cause : **S.A. MOBISTAR,**
ayant élu domicile chez
Me J.P. BOURS et Me M. DELOY, avocats,
Rue Simonon, 13
4000 Liège,

contre :

La Commune de NANDRIN,
ayant élu domicile chez
Me L. BIHAIN et Me P. LEJEUNE, avocats,
Boulevard Frère Orban, 34/24
4000 Liège.

LE CONSEIL D'ETAT, VI^e CHAMBRE DES VACATIONS,

Vu la requête introduite le 29 juillet 1998 par la S.A. MOBISTAR qui demande l'annulation du règlement-taxe sur les pylônes, mâts et antennes de diffusion pour GSM, adopté par le conseil communal de NANDRIN le 25 juin 1997;

Vu les mémoires en réponse et en réplique;

Vu le rapport de M. Ph. BOUVIER, Premier Auditeur - Chef de section au Conseil d'Etat, concluant au rejet du recours;

Vu l'ordonnance du 8 février 2001 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu la note de M. Ph. BOUVIER, Premier Auditeur- Chef de section, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par l'article 14quater, § 1^{er}, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 15 mai 2001 par le greffe du Conseil d'Etat à la partie requérante l'informant qu'il lui est loisible de demander à être entendue dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'elle n'a pas non plus demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement d'instance est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre des
vacations du Conseil d'Etat, le vingt-trois août deux mille un par :

MM. J. MESSINNE,

P. LEWALLE,

J. JAUMOTTE,

Mme Chr. NOTEBAERT,

Président de chambre,

Conseiller d'Etat,

Conseiller d'Etat,

Greffier.

Le Greffier,

Le Président.,

Chr. NOTEBAERT.

J. MESSINNE.